

Le vrai libéral sous couvert d'un faux pragmatique

En matière économique et sociale, la rupture voulue par le candidat UMP n'a rien pour tranquilliser : affaiblissement de l'Etat, démantèlement des protections sociales, capitalisme sans régulation.

Nicolas Sarkozy aura laissé un bilan désastreux à l'issue de ses deux passages à Bercy : atonie de la croissance, stagnation du pouvoir d'achat, creusement accéléré des déficits ont caractérisé le triste bilan de ses deux passages éclairés au sein de la « Citadelle », entre 1993 et 1995 au secrétariat du Budget, puis de mars à novembre 2004 comme ministre de l'Economie.

Le président de l'UMP se veut le chantre de la rupture avec un piètre bilan de la droite, y compris sur le plan économique. On n'en trouve nulle trace dans son bilan ministériel.

Au contraire, les lignes de force de son bilan montrent que, loin du pragmatisme dont le ministre se prévaut, **l'action de Nicolas Sarkozy s'inspire d'une idéologie claire, de nature néo-libérale.**

Nourri d'une approche simpliste des « modèles étrangers », et en premier lieu d'un modèle économique américain idéalisé, fondé sur la réussite individuelle et le démantèlement des protections sociales, le projet économique de Nicolas Sarkozy est surtout une vaste remise en cause :

- de l'Etat et de la fonction publique** qui, atteints d'obésité, auraient perdu toute vocation à animer le destin de la nation ;
- du modèle social de notre pays**, puisqu'à l'écouter, seule la refonte radicale de nos protections sociales permettrait un retour pérenne de la croissance et de l'emploi, dont on peut se demander à quel prix ;
- des corps intermédiaires**, avec une profonde remise en cause de la place et des formes d'expression du mouvement syndical.

Libérer la France de ses entraves ? Réhabiliter l'effort, l'audace, le goût du risque ? Mieux contrôler les bénéficiaires de la « société de l'assistanat » ?

Au-delà de ces injonctions, **se dessine une société inquiétante, qui instaure un face-à-face radical entre des salariés affaiblis et un capitalisme sans régulation**, le tout assorti de syndicats diminués et d'un Etat amoindri.

Plus que jamais, et au-delà de la sémantique, la prétendue rupture « tranquille » de Nicolas Sarkozy menace de révéler son vrai visage : celui d'une révolution authentiquement libérale, mettant en cause le sens même de notre vivre-ensemble collectif.